LIMOGES METROPOLE

ARRETE

Le Président de Limoges Métropole,

du 6 janvier 2025

Portant délégation de signature à **Mme Juliette DOITEAU**, Directrice au sein du Pôle proximité et environnement et à **M. Jean-Luc MAZEAU**, Directeur général adjoint des services, Responsable du Pôle proximité et environnement

N° 26048

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5211-9 et L.5211-10,

VU la délibération n°4.3 du 27 juin 2024 portant délégation d'attributions du conseil communautaire au Président,

CONSIDERANT que le Président peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux directeurs généraux adjoints des services et aux responsables de service et que cette délégation peut être étendue aux attributions confiées par l'organe délibérant au Président,

CONSIDERANT que Mme Juliette DOITEAU assure les fonctions de Directrice des ressources techniques au sein du Pôle proximité et environnement,

CONSIDERANT que M. Jean-Luc MAZEAU assure les fonctions de Directeur général adjoint des services et Responsable du Pôle proximité et environnement à Limoges Métropole.

ARRETE

ARTICLE 1er : Délégation est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du Président, conformément aux dispositions de l'article L 5211-9 du Code général des collectivités territoriales, à M. Juliette DOITEAU, Directrice des ressources techniques au sein du Pôle proximité et environnement, pour la signature des documents suivants :

- Tout document relatif à la réception ou l'admission des marchés publics de la Direction des ressources techniques,
- Tout bon de commande, y compris sous le logiciel KIMOCE, toutes conditions générales d'achat et tout ordre de service de tous les marchés publics quelle que soit la procédure mise en œuvre inférieurs à 15 000 € HT de la Direction des ressources techniques,
- Décomptes mensuels et décompte final dans le cadre des marchés publics de la Direction des ressources techniques,
- Attestations de service fait, attestations de bonne exécution des prestations (certificat de capacité, attestation de travaux) d'un prestataire relevant de la Direction des ressources techniques,
- Bordereaux de transmission de diverses pièces relatives à la Direction des ressources techniques,
- Etats récapitulatifs des dépenses dans le cadre de demandes de versement de subventions de la Direction des ressources techniques,
- Actes relatifs à l'exécution des marchés de la Direction des ressources techniques n'entraînant pas d'engagement supplémentaire, notamment les pièces annexes à l'acte d'engagement relatives à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial,
- Cerfa 11394*06 : déclaration relative à la Taxe spéciale sur certains véhicules routiers (TSVR),
- Cerfa 13750*05 : déclaration de certificat d'immatriculation d'un véhicule,
- Cerfa 13753*04 : déclaration de perte/vol de certificat d'immatriculation d'un véhicule,
- Cerfa 15776*01 : certificat de cession d'un véhicule d'occasion,
- Cerfa 13757*03 : mandat pour effectuer les formalités d'immatriculation,
- Tout nouvel abonnement de contrat d'électricité, toute demande de raccordement d'un nouveau site, ou demande de travaux sur les réseaux électriques,
- Tout nouvel abonnement de contrat de gaz, toute demande de raccordement d'un nouveau site, ou toute demande de travaux sur les réseaux de gaz,

- Toute demande de raccordement ou demande de travaux sur les réseaux de fibre optique,
- Tout document relatif aux autorisations liées aux travaux d'éclairage public.

ARTICLE 2 : En l'absence ou en cas d'empêchement de Mme Juliette DOITEAU, délégation est donnée dans les mêmes conditions à M. Jean-Luc MAZEAU.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté prend effet à compter du 13 janvier 2025 jusqu'au prochain renouvellement du conseil communautaire.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté lequel sera publié sur le site internet de Limoges Métropole.

Fait à Limoges, au siège de Limoges Métropole

Publié le mardi 07 janvier 2025

Cet arrêté fera également l'objet d'une notification auprès des personnes intéressées.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.